n° 40

révolution

égalité

démocratie

déc 2003

1€

rec

JCR

Jeunesses communistes révolutionnaires



Etudiants, Lycéens, Salariés, Chômeurs...

unis et déterminés



Virons-les !

Echos de la grève étudiante

Tolbiac en grève !

La mobilisation ne faiblit pas sur le site de Tolbiac (annexe de Paris 1-Sorbonne) : la grève est effective, avec piquets durs, depuis plus d'une semaine, et ce malgré les manœuvres de la présidence, qui encourage des amphis de gestion à briser les piquets avec la complicité de l'UNI, du Bureau des Elèves (BDE) et de certains professeurs. La mise en place de piquets durs a permis de passer d'AG de 250 personnes à des AG d'environ 1000 personnes et de dialoguer avec les étudiants sur les piquets et sur une table d'information. Les manigances de la présidence (appel à des vigiles privés, organisation d'un référendum sur le « blocage », tentatives de manipulation des personnels) a entrainé la solidarité des IATOSS qui ont condamné ces agissements. L'AG de vendredi (1200 personnes) a voté la reconduction de la grève et des piquets, la tenue de tables d'information et de débats, et l'appel au boycott du référendum.

Mathieu, [Sorbonne]

Nanterre

Bilan d'étape, après trois semaines bien remplies de mobilisation à Nanterre.

Aspects négatifs : une présence limitée en AG (de 150 à 450), un éclatement du front syndical (en partie dû à l'approche des élections), une fatigue grandissante des militants.

Aspects positifs : un gros élargissement du noyau militant, une amélioration de notre connaissance des réformes, une large diffusion de nos analyses, un écho plus qu'encourageant chez la plupart des étudiants.

Perspectives : d'autres AG, continuation du travail d'info et de mobilisation.

Correspondant



Besançon

Après trois AG et deux manifestations, réunissant entre 200 et 500 étudiants, la mobilisation contre les réformes universitaires est toujours là sur Besançon. Le blocage des cours pendant 3 jours a permis aux étudiants de Lettres de discuter sur la question de la réforme LMD-autonomie des facs, mais aussi plus généralement sur les questions de grève, de libéralisme, de luttes, d'AGCS... Et si une très large majorité d'étudiants dénoncent les principes de concurrence et le boulevard vers la privatisation que permettent les textes de la réforme, il reste aux étudiants grévistes, jusqu'ici peu nombreux (une centaine réellement investie) de convaincre les autres de la nécessité de la lutte, d'adopter les bonnes méthodes pour généraliser le mouvement et offrir à Ferry ce qu'il mérite, une lame de fond étudiante pour contrecarrer le libéralisme ambiant...

Francois, [Besançon]



Metz : troisième semaine de lutte

La grève, commencée le 20 novembre, se poursuit sur la fac de Metz (15 000 inscrit-es, 10 000 étudiant-es sur le site principal).

Plusieurs assemblées générales ont réuni un millier d'étudiant-es : c'est le maximum car pas un-e de plus ne peut entrer dans le plus gros amphi de la fac, plein à craquer.

Le blocage a eu lieu pendant une semaine complète. Il est actuellement suspendu après deux ratés (premier : on avait vu trop gros et on s'était dispersé-es sur des sites secondaires ; deuxième : sur ordre de la présidence, les personnels non-enseignants ont brisé nos chaînes et ouvert toutes les portes-fenêtres des bâtiments, et nous avons ainsi été débordé-es) mais devrait reprendre très vite. C'est le seul moyen pour que celles et ceux qui le souhaitent puissent participer au mouvement, car personne ne rate de cours : ils n'ont pas lieu.

Parce que ces réformes ECTS-LMD-autonomie des facs s'inscrivent dans un cadre global de casse de tous les services publics, nous allons nous unir aux infirmières en lutte, aux salarié-es d'EDF-GDF, de la Poste, de la SNCF, également menacé-es de privatisation. Des contacts sont en cours pour organiser des manifs communes.

Parce que les réformes que nous subissons ne sont qu'une facette de la marchandisation du monde, c'est-à-dire que tout n'existe que pour le profit que cela doit rapporter, nous avons déjà uni notre lutte à celle des intermittent-e-s du spectacle, menacé-e-s de disparition faute de rentabilité.

Parce que ces attaques sont le volet universitaire d'une politique globale faite pour les patrons et les actionnaires contre les jeunes et les salarié-es, nous organisons une riposte globale. Nous défilons depuis le 27 novembre derrière un mot d'ordre : « Lycéens, étudiants, chômeurs et salariés : tous ensemble, il faut lutter ! »

Nous construisons la grève générale qui seule fera reculer le gouvernement et mettra un coup d'arrêt à toutes les politiques libérales. Tou-te-s ensemble, nous allons gagner !

Sofiane, [Metz]

Qui sommes-nous ?

Abonnez-vous ! Prenez contact !

€

Total : ..... euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Etudiants infirmier(e)s en colère !

Mobilisation nationale !

Alors que les hôpitaux connaissent une pénurie de personnels, les conditions d'études dans les IFSI sont toujours plus précaires. 40% d'étudiants infirmier(e)s en plus sans augmentation des moyens, c'est pas normal. Les frais d'inscription sont en augmentation de 2,92 %, se montant cette année à 141 euros. Les bourses, quant à elle n'ont pas été revalorisées, ne sont pas automatiques et sont en dessous des bourses pour les étudiants relevant du Ministère de l'Education Nationale. Les frais de transports sont largement insuffisants et mal redistribués. Les indemnités de stages déjà insuffisantes lors de leur création en 2001, n'ont pas été revalorisées depuis. Elles sont de plus versées très souvent en retard. Le peu que les ASSEDIC finançaient, risque d'être supprimé.

Ainsi 42 % des étudiants infirmier(e)s travaillent en intérim le soir ou le week-end pour financer leurs études et leur vie. Enfin après 3 ans et 3 mois de formation, ceux qui ont survécu à la précarité, sortent avec un diplôme équivalent à un Bac + 2 pour travailler dans des conditions qui se dégradent elles-aussi !

RAS LE BOL !

Assez de précarité !

Des moyens pour la santé !

Revalorisation de toutes les indemnités !

Equivalence des bourses avec celles des Universités !

Financement des ASSEDIC pour l'intégralité de la formation !

Reconnaissance du diplôme à Bac + 3 !

Soyons solidaires pour imposer nos droits.

Correspondant

Sommaire

Monde

Dossier « éducation »

Hexagone

Histoire

Kultur

édito

15 novembre 2003, manifestation de clture du FSE : nous tions 100 000 manifes - ter notre colre contre l'Europe du fric et de la guerre que sont en train de construire les gouvernements Blair, Berlusconi et compagnie. Mais cette manifestation n'est qu'une tape dans la construction de la riposte contre ceux qui s'attaquent tous nos acquis et colonisent les peuples. Nous ne devons pas nous arrter l.
Tous les jours, les attaques contre les jeunes, les femmes et les salaris se multiplient. Avant hier, Raffarin s'attaquait la rduction du temps de travail et supprimait un jour fri ; hier Perben crait un dlit d'IVG ; aujourd'hui, le gouvernement met en place un nouveau systme de travail obligatoire, le RMA (revenu minimum d'activit), tout bnef pour les patrons. Et demain ? On peut tout imaginer de la part d'un gou - vernement raciste et ractionnaire. Le MEDEF et le gouvernement ont dcid d'aller jusqu'au bout dans leur entreprise. Ils veulent supprimer tout ce qui peut faire barrage au maximum de profit. Ils vont mme jusqu' privatiser le service public de sant !
Face cela, nous devons nous aussi aller jusqu'au bout. Le mouvement de mai-juin 2003, le rassemblement du Larzac de cet t et le FSE ont contribu construire un mouvement de rsistance de l'ensemble des salariEs et des jeunes contre ceux qui dirigent le monde. Aujourd'hui, les tudiants ont pris la relve des mobilisations. Une vingtaine de facs ont vot la grve contre le projet de privatisation de l'universit, initie par la gauche. Malgr la campagne de dsinformation que mne Ferry, les tu - diants doivent continuer se mobiliser, car leur lutte est globale. Elle touche nos futurs emplois, l'avenir que le patronat nous rserve. Mais la seule mobilisation des tudiants ne suffira pas contrer le projet des patrons. On l'a bien vu en mai et juin 2003. Les deux mois de grve des profs n'ont pas stopper le gouvernement. Ce qu'il faut c'est un mouvement d'ensemble de tous et toutes ! Notre arme, c'est la grve. C'est notre seul vritable moyen de pression. C'est le seul langage que les dominants comprennent. Tous nos droits, nous les avons obtenus comme cela. Pour ne pas les perdre et en gagner de nouveaux, nous devons recommencer, nous devons construire la grve gnrale ! Les classes dominantes ont un projet d'ensemble, ils s'attaquent tout. Nous devons renverser cette logique. Et seul un mouvement de l'ampleur de mai 68 ou de novembre dcembre 95 pourra la stopper.

LYCEENS, ETUDIANTS, SALARIES, GREVE GENERALE ! !

A Rouen

La premire assemble gnrale tudiante s'est tenu le jeudi 20 novembre l'initiative de quelques tu - diants grvistes de Mai juin 2003 et de quelques militants syndiqus l'UNEF. Elle a rassembl plus de 200 personnes et plusieurs autres AG d'information sur les rformes ont suivi. Le mercredi 26 novembre, runis 350 en AG, les tudiants ont dcids de voter la grve pour prparer le mieux possible la journe natio - nale de mobilisation du 27 novembre. Il s'agissait avant tout de construire la grve et donc de commencer la faire soi-mme, mme un tout petit nombre, pour pouvoir se donner les moyens de l'tendre. Une des principales difficults tait pour les tudiants grvistes de tout apprendre en cours de route : le con - tenu des rformes, le LMD, l'annexe descriptive... Quels arguments avancer face la propagande gouver - nementale ? Comment convaincre de la force et de l'impact de la mobilisation propre des tudiants ? Il a fallu tout apprendre sur le tas pour des dizaines d'tudiants. Le mouvement a eu une difficults de structu - ration. Le fonctionnement et la rgularit du comit de grve (qui n'tait pas rlu chaque AG) a t une vraie faiblesse du mouvement.
Mais les AG ont aussi t un vritable lieu d'change sur la situation des tudiants et sur le fonctionne - ment de la socit en gnral. Enfin l'exprience du blocage de la fac le mercredi 3 dcembre est particu - lirement positive comme acquis pour mener les prochaines batailles.

Des commandos vers la loi

Nouvelles attaques faites au droit à l'avortement

Le 27 novembre, un groupe d'activistes du mouvement « SOS- Touts petits », habitués des commandos anti-avortement et dirigé par Xavier Dor, proche du FN, se sont rassemblés devant les locaux départementaux du Planning Familial à Paris. Bien que le Planning soit souvent l'objet de pressions de la part de ces groupes, c'était la première fois qu'un tel rassemblement était organisé et autorisé par la préfecture !

Pour autant à la vue du contexte, rien d'étonnant : le même jour, était discuté à l'Assemblée Nationale un amendement déposé par M.Garraud dans le cadre du projet de loi de l'Adaptation de la Justice aux Evolutions de la Criminalité qui a pour but de créer un délit d'interruption volontaire de grossesse « *par imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence* ».

M.Garraud n'est pas à son premier essai, c'est le même qui en mai 2003 a tenté déjà sous couvert d'une loi de la sécurité routière de sanctionner « *la mort d'un fœtus* » en le caractérisant d' « *homicide involontaire* ».

Sa tentative n'avait alors pas abouti. Mais cette fois, les députés ont intégré son amendement qui doit désormais être ratifié par les sénateurs en janvier !

Il ne faut pas se leurrer : par le biais détourné d'une loi sur la sécurité, c'est une attaque au droit des femmes à avorter qui est faite. La droite réactionnaire cherche par tous les moyens à donner un statut juridique au fœtus afin de se donner des moyens légaux d'entraver la liberté des femmes à disposer de leur corps. Et ça, les fachos de Dor l'ont bien compris !

Ce jeudi 27 novembre nous étions plusieurs centaines à manifester face à leur maigre groupe (une vingtaine de personnes) ; mais la lutte doit continuer jusqu'à que soient levées toutes les menaces pesant sur le droit à l'avortement. Car, si face aux protestations de plus en plus nombreuses, le gouvernement a finalement décidé de retirer cet amendement, nous pouvons être certains qu'il essaiera à nouveau de le faire passer. Restons vigilantEs et MobiliséEs, ToutEs ensemble pour l'avortement et la contraception libres, gratuits et accessibles !

Vanessa, [Paris]

Caen

Mercredi 3 décembre 2003, les étudiants grévistes ont réussi à bloqué totalement le Campus I, au malheur de la Présidence. Notre action « Fac morte » a pu se tenir avec joie et sans la moindre difficulté cette fois-ci. Ce blocage serait-il le « final » de notre mouvement sur Caen ? Nos AG ont diminué de moitié dans la semaine du 1er au 5 décembre, pour tomber à notre désarroi au nombre de 90 sur le Campus I le vendredi. Faits décisifs les mercredi 3 et jeudi 4 décembre ! Pour simuler le dénie de démocratie de la part de la Présidence, contre l'image de violence dont elle veut affublé le mouvement de grève (violence envers les vice-présidents et les non grévistes, dégradation,...), tant par les voies d'infos internes de la fac, que dans les médias, ainsi que dans les conseils centraux, un « petit commando » a déposé un magnifique tas de fumier devant les portes de la présidence dans la nuit de mardi à mercredi. Pour ce geste, la Présidente a déposée plainte ! **Mais le plus scandaleux est le fait que 2 camarades qui ont fait cette action se sont retrouvés en garde à vue le jeudi au petit matin pour n'être libérés que le jeudi au soir !!!!** On les attendais au petit matin en bas de chez eux !!! Voilà la réponse de la Présidente : la répression !!! **Pour rappel, elle avait fait intervenir les flics sur la fac il y a 1 mois dans l'affaire des étudiants sans logement !!** Ce qui dérange la présidence, c'est le caractère non-violent du mouvement, alors qu'il est «radical» et «politisé» (conscient des tenants et aboutissant libéraux des réformes), et l'intelligence des étudiants à ne pas répondre aux provocations des vice-présidents qui usent de violence envers les piquets de grève ! **Ils sont même venus à se faire accompagnés, sur les piquets qu'ils tentaient de démolir, par 2 officiers de la police judiciaire, pour témoigner de la violence qu'ils espèrent obtenir suite à leur provocation !! Ces camarades passent en jugement le 23 janvier 2004, date à retenir et à ne pas hésiter à diffuser !**

Lundi 8 décembre 2003, l'AG regroupant près de 120 étudiants du Campus I de l'université de Caen n'a pas reconduit la grève, avec près de la moitié d'abstention. Celle du Campus II, regroupant près de 150 étudiants, quant à elle, reconduit la grève d'une très courte majorité et de près d'un tiers d'abstention. Les grévistes du Campus III à repris les courts depuis vendredi dernier, mettant fin ainsi à un blocage total de 3 semaines de leur campus.

Le mouvement s'essouffle à Caen. Nous n'avons pas obtenus les résultats escomptés, abrogation des arrêtés Lang, mais ne soyons pas aussi défaitistes ! Ce mouvement a tout de même ralenti la progression destructrice de ce gouvernement, bien que notre très cher ministre Ferry n'hésitera pas à remettre « sur le tapis » un projet de loi de modernisation des universités ! Nous retombons dans le complexe débat sur l'harmonisation européenne, avec toute la technicité et les sous-entendus de la réforme LMD – ECTS. Toutefois le débat sur cette réforme s'est généralisée. Le mouvement a permis à un nombre d'étudiants plus important que l'an dernier de mieux appréhender le danger libéral des réformes sur la marchandisation de l'enseignement supérieur. Il a aussi permis « la convergence des luttes », ou pour mieux dire le rapprochement des différents secteurs touchés de plein fouet par l'aggravation de la sélection sociale et la précarisation des attaques capitalistes : chômeurs, intermittents, étudiants, ... Notre rapport a aujourd'hui diminué, mais nous restons vigilant !

Gwenal, [LCR Caen]

en bref

« Les frontières, c'est l'arme des patrons »

Magalie, [Jussieu]

Guerre chirurgicale (1)

Guerre chirurgicale (2)

La guerre contre les travailleurs irakiens

Le syndicalisme irakien a une histoire : question pratiquement jamais abordée dans nos analyses de la situation irakienne, la situation des travailleurs est d'autant plus importante que la classe ouvrière irakienne a une tradition de luttes contre l'impérialisme et les dictatures coloniales. A la fin de la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier irakien (travailleurs du pétrole, des chemins de fer et dockers principalement) se bat contre l'occupation britannique par la grève, réprimée dans le sang. La monarchie installée par les britanniques interdit le syndicalisme. Après la révolution de 1958, les syndicats et les partis politiques sortent de la clandestinité. Mais en 1963, la CIA monte un coup d'Etat et installe le parti Baath. En 1977, Saddam Hussein devient le chef du parti Baath, purge les syndicats et interdit les partis politiques. Beaucoup de militants sont exécutés, arrêtés, torturés, ou contraints à l'exil.

Aujourd'hui, le syndicalisme irakien renaît malgré l'interdiction

Depuis que Bush a pris le pouvoir en Irak, le chômage est estimé à 70%, les conditions de travail se sont dégradées, le salaire est exactement le même que sous le dictateur irakien, mais les Irakiens recevaient également de la nourriture et une aide au logement… disparues sous le règne de Bush. Sans compter que dans les plans US, les entreprises irakiennes seront privatisées, des milliers de licenciements sont prévus. Et la reconstruction et la remise en marche concerne d'abord les prisons, les pipelines et les ports, nécessaires pour exporter le pétrole. Evidemment, les salariés irakiens n'ont pas l'intention de se laisser faire, deux groupements syndicaux se sont mis en place. Le Mouvement pour des Syndicats Ouvriers Démocratiques, forcée à la clandestinité dans les années 80, réémerge et a forgé une nouvelle Fédération Irakienne des Syndicats. De plus jeunes militants ont formé l'Union des chômeurs d'Irak. Ils sont tous opposés à l'occupation américaine.

Face à l'interdiction américaine, la solidarité entre syndicalisme américain et irakien s'organise

Bien entendu, il n'est pas dans l'intention de Bush de permettre aux irakiens de s'organiser en syndicats. Ainsi, les autorités d'occupation ont remis en pratique une loi irakienne de 1987 votée sous Saddam Hussein. Cette loi considère les salariés des entreprises étatiques comme des fonctionnaires, ce qui leur interdit le droit de grève et de s'organiser en syndicat. Paul Bremer, l'administrateur de l'Irak, a aussi promulgué un décret sur les activités interdites qui pourra clairement s'appliquer à tout type de grève.

Face à ça, une délégation de US Labor Against The War (Syndicalisme américain contre la Guerre) est allé en Irak, ainsi que des syndicalistes français. Et comme le dit David Bacon, journaliste syndical : « *Il y a quelque chose de très familier dans tout ça. Les circonstances sont différentes, la langue est différente, les types de problèmes auxquels les gens font face sont quelquefois familiers, quelquefois différents. Mais l'expérience de se tenir debout dans une usine et de parler aux ouvriers à propos de leurs problèmes, et entendre ce qu'ils ont à dire, ça m'est très familier. On peut y voir l'universalité de la classe ouvrière qui tente de s'organiser.* »

***Thomas* (Dunkerque)**

Sources



Le 20 mars, tous dans la rue contre les occupations !

Le 15 février dernier, alors que le compte à rebours commençait pour le peuple irakien, plus de 15 millions de personnes manifestaient à travers le monde avec un message clair : cette guerre est pour le pétrole et la domination du monde et donc nous la refusons !

Depuis, le peuple irakien vit sous occupation. Chômage, pauvreté, pas d'accès à l'eau ni à l'électricité, fouilles, arrestations sont son lot quotidien. Sa fraction la plus déterminée a décidé de s'organiser contre l'occupant. La guérilla gagne en soutien. Elle n'est plus le fait unique de militants saddamistes ou islamistes mais recrute désormais largement parmi une population exaspérée qui bien que satisfaite d'être débarrassée de son dictateur refuse d'être occupée par une quelconque armée étrangère. Elle gagne également en efficacité. Les troupes US sont confrontées à des attaques sporadiques quotidiennes et perdent des hommes chaque jour. En 8 mois, les Gi's ont subi plus de pertes que durant les deux premières années de la guerre du Vietnam. Même les troupes italiennes et espagnoles commencent à en subir les effets.

La résistance du peuple irakien et le soutien de tous les peuples à l'extérieur, ces deux facteurs combinés peuvent imposer une défaite à l'impérialisme américain et ses alliés. Mais sans jouer les Madame Irma, il est probable que cette défaite soit plus longue à obtenir que nous le souhaiterions. Un bras de fer s'engage et cette lutte devra se mener dans la durée car même si l'Irak est vital pour son projet de domination, l'impérialisme US ne s'arrêtera pas là.

Mais d'ores et déjà, il est affaibli. Militairement mais également politiquement. Bush continue sa chute dans les sondages, sa population se réveille. La fumisterie des armes de destruction massive a été mal digérée, les soldats désertent ou se suicident, les familles de soldats s'organisent. Le 26 octobre, les anti-guerres américains étaient plus de 100 000 à Washington. Son fidèle allié Blair a ouvert son cercueil électoral en participant à la guerre. La majorité des Britanniques souhaite sa démission. Lorsqu'il accueille Bush à Londres le 20 novembre, c'est plus de 200 000 manifestants qui sont en face de lui. Et lorsqu'ils apprennent la nouvelle des attentats en Turquie, il lui en renvoient la responsabilité !

La lutte doit donc continuer. Le Forum Social Européen a rejoint l'appel des militants américains à une manif internationale contre la guerre le 20 mars prochain. C'est le moment de réactiver tous les comités anti-guerre, d'en créer de nouveaux et de rassembler tous les étudiants, lycéens et travailleurs pour leur montrer que nous soutenons la résistance des Irakiens et que nous lutterons jusqu'au retrait des troupes d'occupation !

Karim, [Nanterre]



Palestine

Depuis quelques semaines, le protocole de Genève ne cesse de nous être présenté comme la solution « juste et définitive » du conflit israélo-palestinien. Pourtant, ce texte bafoue purement et simplement l'un des derniers espoirs dont osait encore rêver le peuple palestinien après tant d'humiliations, le seul élément intangible pour eux de la négociation : le droit au retour pour les 5.3 millions de réfugiés, bannis de leurs terres par le projet sioniste.

Alors que cette « *poignée d'hommes de bonne volonté, résolus à refuser la fatalité de la guerre* » se congratule, qu'en disent les réfugiés vivant dans les camps ?

Ils rappellent leurs épouvantables conditions d'existence : attaques fréquentes et menaces permanentes, assassinats, chômage, misère… Ils dénoncent violemment « *ceux qui concèdent aux Israéliens ce qui ne leur appartient pas, et notamment le droit au retour des réfugiés* ». Ils critiquent de manière virulente les Palestiniens qui sont impliqués dans ces négociations, les accusant d'essayer de trouver des compensations au fait qu'ils ne sont pas (ou plus) ministres du gouvernement palestinien. Ils dénoncent les Israéliens qui ont fait partie de la gauche israélienne qui a ouvert la voie à ce qui se passe avec Sharon, ou de ne pas avoir su convaincre.

Le droit au retour est un droit fondamental, non négociable et indivisible pour le peuple palestinien (il est d'ailleurs reconnu comme droit historique légal par toutes les lois internationales humanitaires et relatives aux droits humains) : il ne peut être marchandé par qui que ce soit.

Force est de constater que le protocole de Genève n'est qu'une énième manœuvre pour ébranler la résistance du peuple palestinien et qu'il n'est que le prolongement des précédentes initiatives déjà totalement rejetées : il n'a pour but que de rabaisser encore et toujours le niveau des exigences légitimes des Palestinien-ne-s.

Une solution « juste » ne peut se passer du droit au retour des réfugiés. Mais cela peut-il se faire sans une dénonciation claire de la nature raciste et coloniale de l'État d'Israël, né dans la négation de l'existence du peuple palestinien ?

Audrey, [Boulogne]

FSE : vivement Londres 2004

51 000 inscrits, 60 000 participants aux débats, 100 000 manifestants le 15 novembre… En terme de participation, le FSE est un succès. De même on peut noter un certain élargissement de la participation avec la présence de plus d'un millier de délégués d'Europe de l'Est. La plupart des séminaires et des pleinières, notamment ceux traitant de la guerre, de la Palestine, des rapports mouvement/partis, des débats du mouvement (Négri/Callinicos par ex.), du racisme, du sexisme… étaient bondés et ont même dû refuser du monde. Si l'on y ajoute l'écho médiatique considérable, le FSE a été le second événement politique de la rentrée, après le congrès de la LCR. C'est une étape supplémentaire dans la construction d'une riposte collective à l'offensive des classes dominantes.

Mais un certain nombre de bilans critiques s'imposent : le FSE n'a pas été, comme nous l'espérions, l'occasion de relancer les luttes contre le gouvernement CRS. Les luttes en cours (contre les licenciements, dans les Universités…) n'y ont eu qu'un écho très réduit, et le FSE n'a pas été un point d'appui pour généraliser ces luttes (l'AG éducation, par exemple, n'a même pas débouché sur un appel à une journée de mobilisation). Le FSE, à l'inverse du Larzac, n'a pas mis directement en difficulté le gouvernement, on a même vu certains ministres et hommes politiques de droite exprimer leur sympathie pour les altermondialistes.

Les principaux organisateurs du FSE ont tenté au maximum de privilégier le volet « discussion » au détriment du volet « action ». Le morcellement en quatre sites, le fait que les AG de luttes aient été conçues comme des séminaires, l'absence de marges de manœuvres dans l'AG des mouvements sociaux (même si les deux appels qui en sont sortis sont positifs), et surtout la quasi-inexistence de cadres de mobilisations de base… sont des éléments qui permettent de comprendre cette relative déconnexion entre le FSE et les luttes contre le gouvernement et la difficulté de les unifier ces luttes.

C'est dans ce sens que l'on doit comprendre le succès mitigé du GLAD : pendant les débats du FSE, peu de personnes s'y sont rendues, mais dans la mesure où il est apparu comme plus « radical » et plus tourné vers l'action (ce qu'il était) et proche des luttes en cours (sans-papiers, précaires…), il a polarisé un certain nombre de délégués, notamment des jeunes. Le fait que cet espace se soit construit en marge du FSE est un révélateur des faiblesses de ce dernier.

21es Rencontres Internationales de Jeunesses

Un outil pour construire les luttes !

La deuxième édition du Forum Social Européen s'est achevée. Elle a marqué la poursuite du mouvement contre la mondialisation capitaliste. Un mouvement qui regroupe des centaines de milliers, voire des millions de jeunes à travers le monde. Et surtout, elle a permis de définir de nouvelles perspectives de mobilisations : le 20 mars 2004, contre la guerre, et le 9 mai 2004, pour les droits sociaux. Et à nouveau, les jeunes militant-e-s de la Quatrième Internationale vont s'investir pleinement pour réussir ces nouvelles initiatives.

Mais surtout, cette seconde édition du FSE a permis aux jeunes militant-e-s européen-ne-s de travailler ensemble. Une réunion internationale, qui s'est tenue au lendemain du FSE a permis d'en tirer les bilans et de préparer les prochaines échéances. Parmi elles, la nouvelle édition des Rencontres Internationales de Jeunesses (RIJ). Pour la 21eme année consécutive, nous organiserons une semaine de débats, de formations et de discussion. Une semaine pour faire le bilan d'une nouvelle année de luttes, qui s'annonce déjà chargée. Une semaine pour élaborer ensemble les grands traits du monde que nous voulons construire. Alors que les mobilisations et les résistances se coordonnent et s'articulent à l'échelle internationale, il n'est plus possible que les militant-e-s révolutionnaires restent isolé-e-s dans chacun de leur pays. Alors que de plus en plus en plus de jeunes se mobilisent et prennent part à ces combats, qu'une nouvelle génération est en train de se former, il devient essentiel de prendre toute notre place dans ce mouvement. Dans cette perspective, les RIJ représentent un formidable outil.

Alors, dès maintenant, notez dans votre agenda la nouvelle édition des Rencontres Internationales de Jeunesses. Rendez-vous fin juillet en Espagne !

Camille, [Saint-Denis]



Une révolution de velours en Géorgie ?

Suite aux élections législatives du 2 novembre 2003 et à des manifestations samedi 22 novembre, l'opposition géorgienne a obligé le président Edouard Chévardnazé à démissionner.

Peut-on parler d'un retour à la démocratie en Géorgie ?

Le samedi 22 novembre, les opposants au président Chévardnazé ont envahi le parlement de Géorgie pour l'obliger à mettre en place des élections présidentielles anticipées. Si le président a fini par céder, la situation n'est pas véritablement stable : mercredi 26 novembre, la menace d'un coup d'Etat n'était pas écarté.

Le pays ne brillait pas par son régime démocratique. Le président Chévardnazé était plutôt du genre dictatorial, à la manière d'un Poutine, mais les principales formations politiques d'opposition ne paraissent être guère plus progressistes : celle du chef de l'opposition, Mikhail Saakachvili, ancien ministre de la justice de Chévardnazé pour la petite histoire, est plutôt nationaliste. Seul le parti du travail semble représenter une alternative de gauche, mais apparaît comme minoritaire dans le pays.

Chévardnazé était au pouvoir en Géorgie depuis l'indépendance de cette république en 1992. Il s'agissait d'un des derniers chefs de la diplomatie soviétique et il gardait avec Moscou des liens de bon voisinage, même si la Georgie avait permis à une présence américaine de s'implanter dans la région.

Le doux parfum du pétrole.

Cette région prend une haute valeur stratégique à cause de l'implantation de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, qui acheminera, à partir de 2005, le pétrole de la mer Caspienne vers la Turquie. La Russie semble vouloir garder un minimum de contrôle sur cet oléoduc, mais les Etats-Unis tiennent aussi à l'avoir sous leur giron grâce au maintien d'une politique d'ouverture vers l'Occident de la part de la Géorgie. Ils gardent une position de soutien vis-à-vis des opposants à Chévardnazé, sous prétexte dedéfendre la démocratie.

Une des opposantes à Chévardnazé propose, d'ailleurs, de demander une aide économique au FMI pour sortir le pays de la misère économique et financer les prochaines élections présidentielles. L'Etat économique du pays n'a pas cessé d'empirer depuis sa séparation avec la CEI. La Géorgie était dans les années 80 un des principaux lieux de villégiature des apparatchiks soviétiques. Le salaire moyen est désormais de 30 dollars par mois.

Le pays connaît par ailleurs trois cas de sécession : un en Ossétie du Sud qui veut être rattachée à l'Ossétie du Nord, membre de la fédération de Russie, un autre en Abkhazie et le troisième concerne la région autonome d'Adjarie.

Tous les ingrédients sont réunis pour une situation explosive : du pétrole, du nationalisme, de la misère. Un mélange assez proche de celui qui a entraîné le dernier conflit en Afghanistan, mais, cette fois-ci, sans Ben Laden.

Speedy Gonzalez, [Lille]

Menaces sur l'Iran

La République islamique d'Iran fait partie, au même titre que l'Irak et la Corée du Nord, de l'« axe du mal » désigné par Washington. Depuis plusieurs mois, la pression monte sur le régime de Téhéran. Les Etats-Unis ont déjà leur argumentaire. Depuis la « fin » de la guerre en Irak, les menaces sur l'Iran vont bon train. L'administration Bush soupçonne le régime iranien de soutenir les organisations chiites dans le but d'installer, en Irak, un régime islamique proche de celui de Téhéran. Or ce nouveau régime serait davantage une menace pour l'Iran car il provoquerait des réactions hostiles des communautés sunnites et kurdes qui pourraient déstabiliser la région et affaiblir encore davantage un régime iranien en difficulté. De plus, les chiites eux-mêmes n'y sont pas favorables. Une deuxième carte dans la main de Bush est évidemment celle du lien entre l'Iran et Al-Qaïda. Aucune preuve n'a été établie. Les frontières avec l'Afghanistan et le Pakistan sont si inexistantes que la complicité iranienne n'est pas prouvable. Enfin, l'Iran est accusé par Washington de vouloir se procurer l'arme nucléaire. Il semble effectivement que l'activité nucléaire ait été relancée pour faire face à leur voisinage (la Russie, le Pakistan, Israël) et à la présence américaine en Irak et dans le Golfe. Washington veut des contrôles d'activité inopinés et Téhéran veut des garanties. On dirait bien que ça coince.

Et si l'intervention militaire en Iran semble peu probable de part la nature du pays et de la situation internationale, la volonté américaine d'y installer un régime plus « convenable » semble entendue. L'option la plus crédible est de le faire de l'intérieur en profitant du désespoir d'une large partie de la population et du discrédit grandissant du régime actuel. Au milieu d'une guerre civile, Bush & Cie sauront trouver des alliés et faire figure de bons « génies ».

Jean-Philippe, [Brest]



en bref

Séminaire de la IVe Internationale au FSE

Vendredi 14 novembre 2003, malgré l'heure matinale, plus de deux cent personnes ont assisté au meeting européen des organisations de la 4ème internationale et de l'International Socialist Tendancy.

Loin des vieux débats qui les ont opposés par le passé, ces organisations ont réaffirmé leur volonté de travailler ensemble contre les privatisations, le racisme et les guerres.

Les thèmes abordés à cette réunion était ceux des grandes mobilisations qui ont eut lieu après le Forum Social de Florence de l'an dernier. Les expériences de participation au mouvement contre la guerre en Grande Bretagne, la quasi grève général en Mai-Juin en France ont longtemps été débattues par la salle.

La nécessité de se coordonner à l'échelle européenne pour faire échec à la volonté de privatisation de l'enseignement fût soumis aussi à discussion. Avec plusieurs interventions remarquées des JCR sur le mouvement de grève lancée à Rennes II.

Aujourd'hui on peut voir que c'était en plein dans le mille. En Allemagne, au Royaume-Uni comme en France des milliers d'étudiants sont en grèves. Le Samedi 13 Décembre aura lieu une journée Européenne de mobilisation pour la défense de l'éducation. Toutes et tous dans la rue !

Benjamin, [St Hippolyte]

Dossier

« Nous irons à la victoire sans négocier »

La mobilisation étudiante fait tache d'huile : elle est permanente depuis le début du mois de novembre, et met le gouvernement en difficulté. Bien sûr, des obstacles existent, puisque des universités reprennent les cours, et qu'il est difficile de transformer la mobilisation en une grève nationale massive. Mais de nouvelles universités s'engagent chaque semaine dans la lutte et des nouveaux blocages sont mis en place. Il n'a jamais été autant possible de gagner depuis le début du mouvement : jamais les étudiants n'ont été aussi informés des réformes, jamais autant d'universités n'ont été mobilisées, même si c'est avec des réalités très diverses. Et surtout jamais le gouvernement n'a été aussi affaibli. Le principal obstacle reste la confiance : il faut prouver qu'il est utile de venir aux assemblées générales, de faire la grève, de bloquer les universités. Il faut prouver qu'on ne fait pas ça pour se faire plaisir, mais parce qu'on peut obtenir le retrait des réformes. De toute façon, nous n'avons pas vraiment le choix : il n'est pas possible d'arrêter le mouvement avant d'avoir obtenu le retrait des réformes, car tout compromis ne conduirait qu'à une défaite généralisée conduisant à la fin de nos diplômes, avec quelques amendements à la marge. Et s'il faut continuer la lutte après les vacances et les examens, cela se prépare dès maintenant.

Faire face aux difficultés.

Depuis le début du mouvement, les difficultés sont toujours les mêmes. Premièrement, les réformes ne sont pas encore claires pour une partie des étudiants. Les dangers principaux (l'individualisation des formations, l'explosion de la sélection, la soumission aux intérêts des patrons, les difficultés toujours plus importantes pour les étudiants salariés...) ne sont pas les plus connus. Par ailleurs, les problèmes que subissent les étudiants au quotidien rendent indispensable la formulation de revendications diamétralement opposées à la logique patronale : l'augmentation du budget, de l'aide sociale, la fin de la sélection et des diplômes locaux...

Deuxièmement, il faut encore convaincre de l'importance de mettre les universités en situation de grève effective. C'est-à-dire qu'aucun cours n'ait lieu, et que cela n'est possible que par le blocage. Mais, malgré les difficultés rencontrées à Rennes et Villetaneuse, qui ont suspendu les blocages, l'expérience conduit à généraliser ce mode d'action.

Ne compter que sur nos propres forces !

Troisièmement, le mouvement doit se doter d'objectifs et d'une direction clairs, qui lui permettent d'avancer. Cela signifie renforcer la conviction que nous pouvons gagner sur nos revendications. Et qu'en premier lieu nous pouvons imposer le retrait des réformes. Cela signifie des échéances de construction pour permettre la mise en place de la grève. Et les directions syndicales étudiantes ne sont d'aucune aide pour cela. Les coordinations nationales de Rennes et Villetaneuse ont montré une direction de Sud attentiste ou absente et une direction de l'Unef extrêmement radicale en paroles mais qui ne cherche pas à construire le mouvement et recherche un compromis avec le gouvernement. Une attitude qui place ces directions en contradiction avec leurs bases, particulièrement investies dans le mouvement.

Ces attitudes sont deux conséquences différentes d'un sentiment diffus basé sur l'idée qu'après les retraites, la réforme de l'UNEDIC et la mise en place du RMA, il est impossible d'obtenir une véritable victoire. Cela les conduit à refuser d'engager véritablement le bras de fer et donc de jeter toutes leurs forces dans la bataille pour pouvoir entraîner l'ensemble des étudiants.

L'enjeu est donc que le maximum d'étudiants prenne conscience que tout dépend de nous : connaître les textes pour pouvoir les expliquer, écrire et diffuser les tracts, faire des interventions en amphis et en TD, coordonner la mobilisation nationalement pour lui fixer des objectifs, faire apparaître à une échelle de masse que nous ne céderons pas, chacun peut y prendre part, et le doit...

Infliger une défaite au gouvernement et au patronat !

Mais l'enjeu de ce mouvement va bien au-delà de la seule question étudiante : la bataille est déclenchée, notamment depuis mai, contre le gouvernement et le patronat. L'issue de la mobilisation étudiante, les forces qu'elle est capable d'entraîner et la conscience qu'elle est capable de créer que cette bataille est nécessaire ne sont pas sans conséquences. Si nous accumulons des forces, si nous gagnons sur nos revendications, cela sera un encouragement pour les luttes de l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse contre le gouvernement et contre la logique actuelle de la société. Une société qui va vers toujours plus de précarité, d'exploitation, de répression, où l'explosion des profits est l'objectif permanent de la classe dominante. Avec une mobilisation générale des travailleurs et des jeunes, nous pouvons arrêter son offensive et imposer une autre société. Une société sans exploitation, sans oppression, une société qui donne à chacun les moyens de vivre comme il l'entend. Cette bataille se livre chaque matin sur la fac, pour convaincre l'ensemble des étudiants d'entrer dans la lutte !

Antoine, [Jussieu]



Un mouvement à abattre ?

Face à la grogne qui s'étend dans les universités, la réaction ne s'est fait pas fait attendre. Plusieurs pages dans les quotidiens nationaux et le gouvernement a dû réagir à son tour. Déjà affaibli par les différents mouvements de contestation qui ont ponctué chacune des saisons de l'année 2003, le gouvernement s'est embrouillé dans ses contradictions. Retrait ou report, l'Elysée et Matignon étaient plutôt dans l'embarras. La tentation de reporter à plus tard était grande, d'autant plus dans le contexte d'une année au calendrier bien chargé…

Mais la commission de Bruxelles veille et sait rappeler à l'ordre afin d'éviter les dérapages. A Lisbonne, en 2000, l'Union européenne s'est fixé un objectif dans le domaine de l'éducation et de la formation: se donner 10 ans pour devenir « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* ». Elle rappelle alors « *l'urgence des réformes pour réussir la stratégie de Lisbonne* ». Dès lors Ferry est coincé et obligé d'affirmer fermement le maintien de la réforme. Mais comment faire face à une mobilisation étudiante qui s'enracine et qui met les jeunes dans la rue lorsque les marges de manœuvres sont réduites par des engagements internationaux ?

Pour apaiser le mouvement, les tentatives vont être nombreuses… « *la discussion continue* » sur « *la question des réglages* » ! S'il ne fait aucun doute que la réforme LMD est « *totalement maintenue* », Ferry va vouloir amadouer les organisations étudiantes en les alléchant par des « *garanties* » autour de la compensation, de la session de rattrapage, peut-être d'une augmentation sensible des bourses de mobilité…Mais nous ne sommes pas dupes. Que vaudront ces garanties dans une logique de concurrence des universités ou plus exactement de concurrence entre offre de compétences délivrées par des universités-entreprises ? Car au final, le projet de modernisation des universités n'est qu'un texte de finalisation de réformes déjà en bon chemin ! Les étudiants mobilisés comprennent ces enjeux. Ils ont conscience que leur mouvement va plus loin que la négociation sur de simples « réglages » du LMD !

La caricature du mouvement par les médias en le transformant en mouvement conservateur s'opposant à la construction européenne est loin d'être anodine si on le replace dans le contexte d' un débat entre experts sur le projet de constitution européenne… Or ce projet, plutôt que d'harmoniser par le haut, harmonise par le bas : plutôt que construire une Europe enfin sociale, il consacre l'ouverture des marchés, pousse au démantèlement des résidus du service public notamment par le biais de la destruction de la fonction publique… ne restera qu'un service d'intérêt général financé avec des bouts de ficelles… Il restait deux domaines officiellement encore protégés bien qu'attaqués de toutes parts : la santé et l'éducation… Les instances européennes accroissent leur pression pour réduire le budget public qui leur est attribué afin d'accélérer l'entrée de capitaux privé : « les données sur les dépenses publiques indiquent que le secteur public ne peut plus supporter le poids financier de la mise en œuvre de l'objectif fixé à Lisbonne ». Ces données sont latentes dans les revendications des étudiants qui se réclament du mouvement social du printemps dernier. Les étudiants constituent une nouvelle étape dans la construction d'un rapport de force contre le gouvernement. C'est pour cela que le mouvement se tourne vers l'interpro, se solidarise avec les chômeurs, les précaires, les salariés en lutte (STM-Thomson), les intermittents, les enseignants… car seul la grève et plus largement la grève générale peuvent mettre KO ce gouvernement. Le poids de cette mobilisation…et corrélativement la peur du gouvernement, c'est la jeunesse dans la rue ! Tout simplement parce que nous n'avons plus rien à perdre mais tout à gagner !

Anne-Julie, [Rennes]

Au lycée, comme à la fac : une éducation à deux vitesses

Depuis plusieurs semaines des milliers d'étudiants sont en grève contre les réformes ECTS-LMD et le projet d'autonomie et de modernisation des universités.

Dans les lycées la désinformation est totale et volontaire, allant dans le même sens que les différentes déclarations de Ferry certifiant que ces projets ne sont plus à l'ordre du jour, qu'il n'y a donc aucune inquiétude à avoir. De quoi ont-ils peur ? Peut être que les lycéens comprennent ce qui les attend vraiment et se joignent aux étudiants et gagnent comme en 1986 contre la loi Devaquet. Ce qu'il faut aujourd'hui savoir c'est ce que signifient ces réformes pour nos futures études (qui ne resteront peut être que des rêves…)

Une augmentation des droits d'inscription, rentabilité oblige ! La disparition des diplômes bac +2 et bac +4 qui permettaient à certains étudiants des classes populaires d'avoir des concours de la fonction publique (qui sont donc amenés à disparaître…). N'ayant pas les moyens de financer des études plus longues ceux-ci seront donc de la main d'œuvre bon marché pour les patrons, car sans diplôme ou alors avec une licence professionnelle Michelin ou Thomson (comme à Clermont Ferrand et Rennes) ils seront exploitables à merci. Et pas de protestation possible, leur diplôme ne valant rien ailleurs !! Quand on sait que 60 % des étudiants et 30 % des lycéens travaillent pour pouvoir poursuivre leurs études cela donne matière à réflexion sur notre avenir… Toujours dans un souci de rentabilité, les filières comme la psycho, la socio, l'histoire de l'Art et bien d'autres encore seront amenées à disparaître de la plupart des facs pour laisser la place (et le fric !) aux filières d'éco, d'informatique qui rapportent plus !

C'est la même logique qui est aujourd'hui mise en place dans les facs et les lycées, on ne parle désormais plus de culture mais de formation professionnelle ! C'est ça qui est avancé, car l'entrée des patrons a aussi commencé dans les collèges et lycées. 80% de la classe d'age au bac, non seulement cela n'est plus l'objectif du gouvernement ; professionnalisation dès la 4ème, réorientation forcée, mais en plus de quel bac parle-t-on ? Car nombreux sont ceux qui apparaissent aujourd'hui avec peu de débouchés mais bien ciblés… A quand le bac Michelin ?…

Pas une création de poste d'enseignants cette année, un nombre d'assistants d'éducation inférieur de moitié au nombre promis, la présence des infirmières et psychologues dans les établissement encore réduite, des classes de plus en plus chargées, la liste est très longue… Les gouvernements changent, la logique reste la même, et c'est de plus en plus flagrant. A nous de faire que ces réformes ne passent pas et que l'école ne reste pas ce qu'elle est en train de devenir. Les lycéens sont descendus dans la rue contre le Pen, pour les pions, contre la guerre, à nous de faire en sorte qu'ils y redescendent aux côtés des étudiants, pour gagner, et pas seulement contre les réformes…

Pauline, [Nanterre]

Les réformes de l'Enseignement supérieur

Depuis le début du mois de novembre, un mouvement de contestation est né sur les facs de France contre les réformes de l'Université. Il s'agit de deux réformes appelées LMD/ECTS (Licence-Master-Doctorat/European Credit Transfer System) et LMU (Loi de Modernisation Universitaire). Peu d'informations circulent concernant ces réformes, et pourtant, ces réformes comportent de graves dangers pour notre service public d'éducation.

Un processus de démolition bien engagé...

Quand le ministère parle d'harmonisation européenne concernant la réforme LMD/ECTS, il suffit de lire les différents décrets et arrêtés pour comprendre rapidement que cette réforme n'a rien à voir avec une harmonisation.

D'abord, les LMD/ECTS permettent de casser le cadre national des diplômes. En effet, les diplômes ne seront plus nationaux mais locaux. C'est-à-dire que les modalités des nouveaux diplômes ne seront plus définies à un niveau national (ce qui donne des diplômes de même valeur sur tout le territoire), elles seront définies par les universités elles-mêmes. Les diplômes n'auront plus la même valeur selon la fac où l'on fera ses études. Les facs seront ainsi mises en concurrence entre elles. Ces nouveaux diplômes ne seront, en plus, pas reconnus dans les conventions collectives car le Medef ne veut pas les renégocier, ce qui signifie que les garanties qu'apportent les diplômes actuels en terme de conditions de travail et de salaire n'existeront plus.

La mise en place d'une annexe descriptive en supplément du diplôme délivré va permettre d'introduire une concurrence entre les étudiants par l'individualisation des diplômes. L'annexe descriptive au diplôme selon la volonté de la conférence des présidents d'université (CPU) contiendra par exemple les enseignements suivis, les notes obtenues, le nombre d'années pour obtenir le diplôme. Non seulement les diplômes seront différents entre les facs mais en plus les étudiants d'une même université ayant fait le même cursus n'auront pas le même diplôme ! C'est la mise en concurrence des étudiants !

Un certains nombre de droits étudiants sont aussi remis en cause par la réforme LMD/ECTS. Le passage à un fonctionnement par semestre remet en cause la session de rattrapage de septembre ainsi que la compensation entre les semestres (possibilité d'obtenir son année en compensant les notes d'un semestre avec celles de l'autre). La volonté est même de supprimer le contrôle terminal (possibilité de ne passer que l'examen final) et, à terme de supprimer la compensation entre les modules d'un même semestre. Cette réforme instaure même une sélection après la licence.

La réforme LMD/ECTS apporte également une volonté de professionnalisation des études. Même si l'on nous vante les bienfaits de la professionnalisation pour une meilleure « insertion » dans le monde professionnel, ces formations spécialisées ne permettent pas aux étudiants d'avoir une formation générale qui leur permet de s'adapter au monde du travail. Elles forment à un emploi spécifique ce qui en cas de licenciement ne permet pas de retrouver un boulot. Le problème de l'insertion dans le monde du travail vient du fait qu'il n'y a pas de boulot. Pas du fait que les études sont trop générales !

...qu'il s'agit d'achever !

Le projet de loi de modernisation universitaire est un complément nécessaire à la réforme LMD/ECTS (la CPU le dit elle-même). Il s'agit de l'autonomie des universités (principalement au niveau financier). Cette réforme selon le ministère n'est pas à l'ordre du jour, pourtant elle est prévue pour le mois de juin 2004.

Un budget global est attribué à chaque université qui gère à sa guise comment répartir le budget, seul le nombre maximum de profs est fixé par le ministère. Ce budget sera inférieur au montant nécessaire pour inciter les universités à développer les accords avec les entreprises locales. Les choix budgétaires n'étant pas imposé, on imagine très bien que la rentabilité sera un critère important pour l'attribution de crédits aux filières. Les facs géreront également le montant des frais d'inscription (d'où la probable augmentation de ceux-ci).

La réforme LMU, c'est aussi la création d'un conseil d'orientation stratégique (qui décide donc de la politique de l'université) où siègent des « personnalités extérieures à la fac » (autrement dit : des patrons). C'est également la possibilité pour les facs d'instaurer la sélection des l'entrée à la fac !

La LMU amène donc l'autonomie financière et crée le besoin de trouver un financement extérieur. Ceci va faire des présidents d'université des chefs d'entreprises.

La logique globale de ces réformes est simple : une fac dirigée par les patrons et faite pour les patrons. Il faut bien comprendre que les deux réformes sont indispensables pour que le gouvernement atteigne son objectif : privatiser les facs. C'est pourquoi nous devons dès aujourd'hui nous mobiliser et nous organiser pour défendre une université publique sans sélection et sans discrimination, et exiger le retrait des deux réformes LMD/ECTS et LMU.

Pacontan, [Jussieu]

L'Europe des luttes est en marche !

Depuis des années, les Services publics, les assurances sociales, les systèmes de retraites, de santé, d'éducation subissent les coups de boutoir de l'Europe libérale. Les critères de Maastricht aussi bien que la future « constitution européenne » donnent tout pouvoir aux bourgeoisies européennes pour démanteler ces acquis collectifs, fruits des luttes ouvrières de l'après Seconde Guerre Mondiale…

Ces attaques sont cohérentes : il s'agit de substituer à un système social fonctionnant (plus ou moins) selon le principe de la satisfaction des besoins sociaux, un système s'appuyant sur les critères de l'économie privée (rentabilité, individualisation des prestations, marchandisation des rapports sociaux…). Cette restructuration n'a qu'un seul but, permettre au patronat européen de s'assurer de nouveaux débouchés, de réaliser des taux de profits élevés…

La même logique s'applique au système de formation. Accentuation de la sélection tant au niveau de l'accès de l'enseignement supérieur que pendant le cours des études, financement direct des facs par les entreprises, c'est tout cela que contient l'« harmonisation » du système éducatif européen.

Parce que les attaques contre le système de formation, les buts avancés par les bourgeoisies européennes, et les moyens d'y parvenir sont les mêmes que l'on soit étudiant à Clermont, Munich ou Naples, la question est dès lors la nécessité d'une riposte à la même échelle, celle de l'Europe. De ce point de vue là, les mobilisations étudiantes actuelles sont un pas en avant. Le mouvement de résistance à la marchandisation de l'enseignement supérieur qui a touché en France près de 45 universités a fait tache d'huile : des dizaines de milliers d'étudiants allemands ont ainsi manifestés le 24 novembre contre les coupes budgétaires et l'augmentation vertigineuse des frais d'inscriptions, en Suisse a eu lieu le 27 une journée d'action contre l'application des accords de Bologne et contre le budget…

L'heure est venue de développer les mobilisations étudiantes et leurs convergences avec les luttes actuelles des salariés en Europe. Les mobilisations des travailleurs italiens qui viennent de construire leur deuxième grève générale en quelques semaines ou des salariés allemands qui ont manifesté à plus de 100 000 contre les réformes des retraites sont l'exemple à suivre…

Si les mouvements sociaux de Mai-Juin se sont écrasés contre l'intransigeance du patronat français et de son gouvernement, il est plus que temps d'en remettre une couche !

Olivier, [Clermont-Ferrand]

A propos du « Grand Débat sur l'Ecole »

Du 17 novembre au 17 janvier se tient le grand débat national sur l'école organisé par Ferry. 22 fiches ont déjà été rendues publiques, qui se fixent clairement comme but la marchandisation de l'école.

Réduire encore le nombre d'heures de cours.

La fiche numéro 2 pose la question : « *importe-t-il de transmettre des savoirs, d'imposer des contenus, ou faut-il avant tout « apprendre à apprendre* » ? » Cette fausse distinction n'a qu'un but : réduire encore et encore les horaires et les programmes. La suite déclare d'ailleurs : « *le nombre de disciplines et le poids des programmes augmentent sans que l'on se soucie de leur maîtrise finale par les élèves.* » Pour faire toujours plus d'économie, les gouvernements successifs de gauche comme de droite ne cessent de réduire les horaires, le nombre de classes (ce qui veut dire autant d'élèves en plus dans chaque classe)…

Casser le cadre national de l'éducation

Ces fiches se placent clairement dans la perspective de la décentralisation-régionalisation, dont le but est de casser le cadre national de l'éducation. La fiche 18 déclare « *Le gouvernement a décidé d'une nouvelle répartition des rôles et des compétences.* » Exemple donné : le transfert des TOSS aux collectivité territoriales. La fiche 19 est à ce sujet particulièrement explicite : « *Ne faudrait-il pas que le conseil d'administration des établissements soit présidé par une personnalité extérieure à l'établissement* ? […] *Les collectivités territoriales doivent-elles exercer une compétence en matière pédagogique* ? » On ne peut être plus clair : il s'agit de remplacer le caractère national de l'éducation garantissant l'égalité des collégiens, lycéens et étudiants sur tout le territoire par un fonctionnement local. On sait d'avance ce que cela donnera : l'éducation prendra une forme purement locale ; et les programmes devenus locaux se feront en fonction des besoins du patronat local.

Un pas en avant dans la marchandisation de l'école

La fiche 1 précise : « *Le développement de l'économie de marché,* […] *conduit à renforcer la demande de formation adressée à l'école et à exiger d'elle qu'elle devienne plus efficace* (…). *L'utilité des formations et des diplômes devrait constituer l'un des soucis majeurs de l'institution scolaire.* » Le but de l'éducation nationale ne serait donc plus d'instruire les élèves, de leur donner une certaine culture générale, mais bien de préparer de bons petits salariés exploitables à merci. Il s'agit donc d'intégrer de plus en plus l'entreprise au sein de l'école : « *Comment faire partager à d'autres acteurs,* (…) *les objectifs et les missions* (…) *que des acteurs extérieurs à elle peuvent l'aider à atteindre* (*familles, associations périscolaires, entreprises*) ? » D'ailleurs, le gouvernement veut en finir avec l'école obligatoire jusqu'à 16 ans : « *La durée de scolarité obligatoire est-elle adaptée à notre temps* ? » (fiche 4). Réponse immédiate : « *Faut-il accorder plus d'importance au brevet en le transformant en «baccalauréat» de fin de scolarité obligatoire* ? » Le brevet n'a aucune valeur : le but est de déqualifier le travail pour faire baisser les salaires. Le « questionnaire » propose d'ailleurs de mettre tout de suite au boulot les élèves en difficulté scolaire : la fiche 7 se prononce en effet pour « *une sortie plus précoce du système éducatif en cas de difficulté scolaire…* ».

On l'aura compris : ce « débat » est une mascarade. Son seul but, c'est d'associer les profs, les jeunes, les personnels de l'éducation nationale… à la destruction de l'école. Pour notre part, nous restons toujours attachés à nos revendications : non à la régionalisation, non à l'intégration des entreprises au sein de l'école, non aux réductions d'horaire, pas plus de 25 élèves par classe. Et pour gagner, il n'y a qu'une solution : la lutte, la grève, l'organisation des jeunes pour défendre l'école et construire un autre monde. Rejoignez-nous !

Aurélien, [Salon de Provence]



Suppression des allocations-chômage, RMA… :

Attaques en rafales contre les chômeurs !

Depuis que le gouvernement CRS (Chirac-Raffarin-Sellière) est en place, la courbe du chômage ne cesse d'augmenter. Malgré la propagande du gouvernement sur « le retour de la croissance et de l'emploi », nous devons nous attendre à de nouvelles attaques sans précédent depuis 1945 contre les chômeurs et les salariés. En 2004, le taux de chômage s'élèvera à plus de 10 % et les conditions de vie (déjà très basses) des chômeurs seront encore plus désastreuses.

Suppression des allocations-chômage.

Les gestionnaires de l'UNEDIC, cogéré par le MEDEF et la CFDT, viennent de décider que 180 000 allocataires des ASSEDIC (le régime général des allocations-chômage) ne recevront plus d'allocations à partir du 1er janvier 2004. À terme, ce seront plus de 360 000 bénéficiaires des ASSEDIC qui n'auront plus droit aux allocations-chômage pour lesquelles ils avaient cotisé lorsque ceux-ci étaient salariés ! Le gouvernement Raffarin a donné son aval à cette décision en février 2003.

Suppression de l'ASS.

Quand les chômeurs n'ont plus droit au régime général d'indemnisation des ASSEDIC, ils ont normalement accès aux fins de droit, l'Allocation spécifique de solidarité (ASS), mais manque de pot (ou volonté délibérée du gouvernement de faire des « économies »), le gouvernement a annoncé le 19 septembre 2003 que cette allocation réservée aux chômeurs en fin de droits (et qui n'ont donc plus accès aux ASSEDIC) ne sera plus versée à 130 000 chômeurs à partir du 1er janvier 2004 (« économie » de 150 millions d'euros pour le gouvernement) et à terme, l'ASS ne sera plus versée aux 420 000 personnes bénéficiaires. Le gouvernement « économisera » ainsi 500 millions d'euros pour financer la baisse des impôts sur les grandes fortunes et la baisse des impôts sur les revenus les plus aisés !

Suppression du RMI, création du RMA.

Pour couronner le tout, le gouvernement transforme le RMI (Revenu minimum d'insertion, réservé aux chômeurs n'ayant plus droit ni aux ASSECIC ni à l'ASS) en RMA (Revenu minimum d'activité, ou « retour au travail forcé »). « Grâce » au gouvernement, qui veut faire plaisir aux patrons, les bénéficiaires du RMI devront signer un contrat en entreprise baptisé RMA. Qu'est-ce que le RMA ? Le RMA est un nouveau contrat de travail mais sans droit du travail. Jusqu'ici, les RMIstes touchaient 415 euros par mois. Les jeunes de moins de 25 ans et les étrangers présents depuis moins de 3 ans en France n'ont pas le droit au RMI. Désormais, la gestion du RMI sera décentralisée et prise en charge par les départements. Les RMIstes seront obligés de signer un contrat de travail avec une entreprise, le RMA. C'est un contrat de 6 mois, renouvelable 2 fois, de 20 heures de travail par semaine le tout pour 545 euros par mois. Sur ces 545 euros, le département verse (ou offre) au patron les 415 euros équivalent au RMI, exonérée de toute charge sociale. Le patron ne paiera en fait que 130 euros par mois au RMAste. Et c'est sur ces 130 euros que se concentreront les charges sociales (retraites, chômage, maladie). Le RMA cotisera sur ces 130 euros certes, mais il n'aura pas le droit aux indemnités journalières en cas d'accident ou de maladie. Pour avoir doit à la retraite, le RMAste devra cotiser pendant 160 ans ! Et cerise sur le gâteau, mais fallait-il le préciser, le RMAste n'aura pas le droit de grève.

La démolition programmée du droit du travail.

On voit que le RMA est le cheval de Troie qui introduira la casse en règle du droit du travail et ce pour l'ensemble de tous les salariés, tout comme les contrats CES et emplois-jeunes ont introduit la casse du statut des salariés de la fonction publique. Ces nouvelles lois ne feront pas du tout baisser le chômage, mais au contraire fera baisser les salaires des autres salariés. Chez les jeunes de 18 à 25 ans, le taux de chômage s'élève déjà à 25 %, avec la casse des diplômes en cours, ce taux augmentera car si nous sommes au chômage, ce n'est pas la faute à la fatalité ou parce qu'on n'a pas d'expérience professionnelle. Le chômage est une volonté délibérée du patronat pour faire pression vers le bas sur les salariés (notamment les plus précaires) et diviser les travailleurs entre eux pour qu'ils ne luttent pas côte à côte. Pourtant, chômeurs et salariés ont intérêt à se battre ensemble contre les réformes rétrogrades du gouvernement contre les chômeurs et contre le RMA car tôt ou tard, les salariés actuels seront les chômeurs de demain (avec les vagues de licenciements actuelles et futures) et seront concernés par le RMA. Les chômeurs commencent à s'organiser avec les associations de chômeurs (AC!, APEIS, MNCP, CGT-Chômeurs). Il faut les soutenir et participer à leurs actions.

Tous ensemble, chômeurs, salariés, précaires, étudiants, lycéens, faisons reculer le gouvernement et ses attaques !

Rafik, [Paris]

Les patrons se payent un jour férié

Après la remise en cause de la réduction du temps de travail (responsable d'après le gouvernement de tous les maux de la société), c'est un jour férié que Raffarin a supprimé. La raison qu'il invoque : financer le plan vieillesse. Les milliers de morts de la canicule ne seraient pas dûs au manque de moyen du service public de santé mais seraient de notre responsabilité. Nous ne travaillons pas assez, nous ne nous occupons pas assez de nos « vieux».

Alors que les salaires n'augmentent pas, Raffarin veut que l'on travail gratuitement. Ce discours est la porte ouverte à tous les abus de la part des dirigeants (heures sup' non payées pour financer tout et n'importe quoi, …).

Comme d'habitude, ce sont toujours les mêmes qui doivent payer. Depuis 20 ans, les cotisations patronales, qui servent entre autre à financer la sécurité sociale, diminuent. Les cadeaux aux patrons s'accumulent, comme par exemple les primes pour embaucher certains jeunes qui sont supérieures au montant des charges patronales. Alors que nos conditions de vie se détériorent, et que les profits continues d'augmenter, le discours que nous tient le gouvernement, c'est que l'on doit tous (sauf bien entendu les patrons !) s'y mettre, que nous sommes tous responsables, autant pour les morts de la canicule ou que pour déficit de l'Etat français par rapport aux autres pays européens.

Pour le gouvernement et le patronat, c'est nous, les salariés, qui devons payer le prix des privatisations des services publics, payer le prix de la crise économique pendant que les puissants continuent à s'en mettre plein les poches.

Francine, [Nanterre]



Apprentissage

Les patrons veulent notre peau !

« *Etre apprentis, c'est apprendre un métier. Alors les patrons sont plutôt sympas de nous embaucher malgré notre manque d'expérience* ». Combien de fois on a entendu ces conneries ?! La vérité, on la vit tous dans nos boites : au bout de 2 mois, on est rentable pour nos patrons. Donc c'est pas nous qui avons de la chance de travailler (à moins qu'on appelle un salaire de 25 % à 78 % du SMIC de la chance !), c'est le patron qui a de la chance de nous faire travailler autant et de nous payer si peu !

Mais même ça, ça leur suffisait pas à nos chers patrons : pendant l'été, leur gouvernement a fait passer un décret (n° 2003-812) qui empire encore nos conditions de travail.

Maintenant, même les moins de 16 ans ont « le droit » d'intervenir sur une machine pendant qu'elle fonctionne, d'alimenter en matériau une scie électrique, un broyeur, un malaxeur, de travailler dans des cuves, des puits, des conduits de gaz, des canaux de fumée, des installations électriques sans isolant… Alors qu'avant, le Code du Travail réservait tout ça aux plus de 18 ans.

Pour la plupart d'entre nous, c'est pas vraiment nouveau, mais avant les patrons n'avaient pas le droit de le faire, donc nous on avait le droit de refuser,… plus maintenant.

Tout ça, c'est pour une seule raison : faire de nous des salariés comme les autres, faire qu'on travaille autant que les autres, aux mêmes cadences, aux mêmes postes,… sauf qu'on est payés beaucoup moins !

Quand on vous dit que les patrons sont pas nos amis, et qu'ils veulent notre peau !

Gabriel, [Nanterre]

Le 9 mai, une riposte à la hauteur des enjeux !

Alors qu'une minorité s'arroge le droit de décider de l'avenir de l'Europe et de son patronat, et fait des thèses libérales le fondement même de sa constitution, de plus en plus de femmes et d'hommes luttent au quotidien, sur tous les fronts où le capitalisme mène ses attaques. De la défense des services publics au droit à la retraite, de la défense de la culture plurielle aux enjeux écologiques, les luttes sont variées et implique bon nombre d'associations, de syndicats, de partis politiques, de militants aguerris, mais aussi de jeunes, qui feront partie intégrante de l'Europe de demain. La lutte est là, et bien là. Et si les tenants du capital ont une cohérence parfaitement rigoureuse dans leurs attaques, l'enjeu pour les mouvements sociaux ne peut qu'être d'opposer à cette cohérence une convergence des luttes. Tel est ce qui est sorti de l'Assemblée des acteurs et mouvements sociaux lors du deuxième FSE. Et si cette convergence doit être un travail de tous les jours de toutes les luttes, nous devons également tout faire pour que la journée du 9 mai 2004, date de la ratification de la constitution libérale européenne, soit dans nos lycées, dans nos facs, dans nos régions, comme à travers toute l'Europe une journée de lutte placée sous l'heureux auspice de la convergence des mouvements sociaux, et de l'aspiration des peuples à une Europe sociale, aux antipodes de celle taillée sur mesure pour les patrons.



François, [Besançon]



Le racisme d'Etat, instrument au service des classes dominantes

Sarkozy, au cours de prestations télévisuelles, se vante du bilan de sa politique sécuritaire et se permet même de demander, sans gêne, à Le Pen des conseils sur la politique à mener. Le ministre de l'intérieur se sert des préjugés racistes pour accentuer la répression contre des populations déjà en difficulté, que ce soient les jeunes de banlieues ou les prostituées, et pour bien sûr dissimuler les véritables raisons du développement de l'insécurité, liée à la misère et à la précarité.

Le racisme, produit du colonialisme.

Au XIX^{ème} siècle, les gouvernements de puissances économiques, comme la France ou l'Angleterre, utilisaient déjà les idées racistes pour légitimer leur politique impérialiste. Notamment se développe à cette époque ce que l'on appelle le racisme scientifique : à la suite de biologistes qui classifient les espèces animales, certains scientifiques pensent pouvoir classer aussi les êtres humains selon des attributs physiques (couleur de la peau, type de chevelure, forme du nez, etc…). La « hiérarchie des races » va permettre la théorisation scientifique de la soi-disant supériorité de la « race » blanche sur les autres « races» et donc de la nécessaire mission « civilisatrice » de la colonisation.

En 1946, lors des « Etats généraux de la colonisation française d'Afrique noire », les coloniaux français vont se prononcer contre l'indépendance des colonies et pour le maintien d'un minimum de journées de travail obligatoire pour les Africains, en invoquant les « lois biologiques de l'espèce » pour justifier la fainéantise de ces derniers.

Le racisme solidement ancré dans le système capitaliste

La décolonisation a entraîné un passage de l'infériorité biologique à la différence culturelle dans la légitimation du discours raciste. Le métissage culturel et l'apport de groupes aux origines diverses, au lieu d'être considérés comme une richesse intellectuelle, deviennent une menace pour l'identité du groupe dominant. Le raciste républicain s'indigne que les valeurs morales de la nation soient piétinées. Alors que le racisme scientifique servait de justification idéologique à l'extension du capitalisme au reste de la planète, le racisme culturel actuel tend à montrer certains groupes comme responsables de difficultés économiques et de tensions sociales.

Dans les milieux populaires, les préjugés racistes trouvent un écho auprès de groupes d'individus se voyant eux-mêmes en position sociale d'infériorisation et qui, en se retournant contre d'autres groupes pour l'exclure d'un marché du travail qui se rétrécit, espère ainsi pouvoir conserver son emploi ou, du moins, ses conditions d'existence.

La menace de l'extrême-droite

Le populisme, à travers la dénonciation de la classe politique privilégiée, de l'Etat, des intellectuels ou des « gros », profite du refus d'être marginalisé. Mais l'extrême-droite ne cherche qu'à maintenir un ordre social, où les richesses s'accumulent entre les mains d'une minorité, et est prête pour cela à mettre en place un climat de terreur pour réprimer la révolte légitime contre les injustices de cette société.

Dans un système inégalitaire où la concurrence économique pousse les individus à être en concurrence les uns avec les autres, les préjugés réactionnaires ne peuvent que perdurer. Seule une transformation radicale de la société peut empêcher que la haine et la peur de l'autre prospèrent. L'émergence d'un pôle révolutionnaire est la condition pour redonner espoir aux exclus de cette société dans les valeurs de solidarité et de fraternité entre tous les peuples.

D*jimi,* [Bordeaux]

Il faut stopper les Jeunesses Identitaires !

Montpellier, Perpignan, Nice, Lyon, Paris, Metz… Un peu partout, on voit fleurir leurs autocollants et leurs affiches. Leur mot d'ordre : « Contre la racaille, tu n'es plus seul ! ». Ils se sentent suffisamment en confiance pour organiser des distributions de tracts sur des universités, comme à Montpellier, ou devant des magasins de disques, comme cela a été le cas à Lyon. Leur cible : le groupe de rap Sniper, accusé de « racisme anti-français ». Imaginez leur joie quand Sarkozy a dit exactement la même chose devant l'Assemblée Nationale.

Ce qui est inquiétant, c'est qu'à travers leur campagne, ils ont réussi à obtenir l'annulation de certains concerts du groupe. En distribuant des tracts, en harcelant les mairies, en inondant les boîtes aux lettres des habitants. C'est la première fois depuis longtemps qu'un petit groupe de nostalgiques du Troisième Reich parvient à mener une telle campagne et à s'ouvrir les colonnes de la presse nationale. Et ce qui est encore plus inquiétant, c'est qu'un ministre reprenne directement les thèmes et les accusations lancés par ces nazillons.

Plus ils se sentent en confiance, plus ils sont dangereux. On le voit, ils commencent à apparaître de plus en plus. Il devient essentiel de réagir. Dans toutes les facs, dans tous les lycées, dans tous les quartiers, nous devons riposter. Il faut organiser la contre-offensive. Il n'est pas possible qu'un tel groupe puisse distribuer ses tracts et coller ses affiches tranquillement. Pas un de leurs autocollants, pas une de leurs affiches ne doit rester sans être arrachés ou recouverts. Pas un de leurs rassemblements ne doit avoir lieu sans que nous soyons des milliers à le perturber. A aucun moment nous ne devons relâcher la pression. Parce que ce sont nos pires ennemis !

Camille (Saint-Denis)

Agir contre le racisme

Le gouvernement Raffarin, soutenu par le Parti Socialiste a décidé de mettre en place une loi interdisant le port de signes religieux à l'école. Cette mesure pourrait viser aussi le port de signes « politiques » selon le rapport d'une commission parlementaire. Mais en fait cette affaire fait suite aux nombreux débats sur le port du voile à l'école.

L'habileté du gouvernement, c'est de s'efforcer de faire passer une politique répressive et discriminatoire pour un progrès, qui doit être imposé au nom de la défense du droit des femmes. Cette loi ne servirait en rien la défense des droits des femmes. Elle aurait essentiellement trois conséquences :

1) Au lieu d'émanciper les filles qui portent le voile, elle les renvoie au foyer familial, qui est le lieu où la position de soumission des femmes est très forte. Une loi renforcerait le sentiment de discrimination des jeunes d'origines immigrés qui ne peuvent que se sentir viser par une telle loi. Et c'est l'école dont le fonctionnement inégalitaire exclut déjà en premier lieu ces jeunes immigrés, qui serait vue comme responsable de cette injustice.

2) Elle créerait un précédent qui peut entraîner une escalade et le développement d'une politique raciste et anti musulman à grande échelle en France. Déjà les tentatives d'exclusion de filles voilées, sur les lieux de travail ou même à l'université se multiplient. La stigmatisation des musulmans peut devenir une solution politique pour les partis de gauche comme de droite pour masquer leurs propres responsabilités dans la dégradation de la situation sociale.

3) Enfin, une loi contre le voile ouvre un boulevard aux courants islamiques intégristes qui peuvent affirmer : « *il faut créer des écoles pour musulman puisque l'école publique nous exclut* ! »

C'est pourquoi il est indispensable de lancer la mobilisation la plus large possible contre une loi raciste et réactionnaire. Le gouvernement veut faire passer cette loi avant les élections régionales. C'est la première bataille politique de la période électorale. La lutte contre l'offensive libérale du gouvernement, ne passe pas seulement par le combat contre la casse des services publics et pour plus de moyens pour les facs et les lycées. Les jeunes et les salariés doivent aussi réagir à toutes les tentatives de division du monde du travail, en défendant systématiquement tous ceux qui sont attaqués. Janvier et février 2004 doivent être des mois de mobilisation sur les facs, les lycées et les quartiers contre cette loi raciste. Il est possible de faire reculer le gouvernement et les idées racistes qu'il défend.

François, [Rouen]

L'islamophobie au quotidien

Zahra, une lycéenne de rennes portant le foulard a été élue déléguée par les élèves, la semaine dernière pour les représenter au conseil lycéen de Bretagne (peuvent y participer les délégués et membres du CVL). Différents groupes de travail se sont réunis sur le thème de la vie au lycée. Elle devait rapporter le travail du groupe en assemblée mais l'organisation lui a fait comprendre qu'il ne vallait mieux pas… Finalement ils ont accepté, et après le rapport des différents travaux et une propagande sur le bien fondé des réformes, de la décentralisation, réalisée par le vice président du conseil régional, celui ci a enchaîné sur une déclaration de plus d'une demi heure sur le fait que la présence d'une lycéenne voilée à ce conseil était un affront à la République et un recul fait sur la condition des femmes aujourd'hui, et mieux encore, qu'elle était envoyé par des intégristes…Un grand nombre de lycéens a quitté la salle, écœurés et lorsque Zahra a voulu intervenir il lui a coupé son micro en lui disant qu'elle n'avait pas sa place ici…

Combattre la judéophobie

L'affaire récente du lycée juif de Gagny dont un bâtiment a été détruit par un incendie criminel a fait l'actualité il y a quelques semaines .

Nous condamnons sans ambiguïté cet acte antisémite et judéophobe , qui malheureusement s'inscrit dans une suite d'évènements du même type .

L'antisémitisme, contrairement à ce que semblent découvrir les médias et les politiciens, est loin d'être un phénomène nouveau, et que la haine contre les Juifs n'a jamais cessé d'être depuis la 2ème Guerre Mondiale, sans oublier bien sûr l'affaire Dreyfus et les persécutions millénaires. Les collabos n'ont pas tardé à effectuer leur résurrection après la guerre, ayant été rapidement relâchés et réintégrés dans la société. De ce fait leur réseaux se sont reconstitués et leur idéologie de haine a continué à perdurer, sans que les divers gouvernements, des années 50 à nos jours, s'en soient véritablement préoccupés. Cela a donné la tristement célèbre profanation du cimetière juif de Carpentras en 1990. L'antisémitisme, en termes idéologiques, reste toujours le fait des extrêmes droites fascistes et islamistes.



Ces actes s'inscrivent dans la perspective d'une exacerbation communautariste. Le communautarisme doit être absolument combattu car il est générateur de racisme et d'antisémitisme. Les effets en sont une division des travailleurs entre eux sur la base d'une aliénation raciste. De nombreux stéréotypes sur les Juifs ont fait leur réapparition (argent, pouvoir, médias…). Pourtant des Juifs vivent dans des quartiers populaires comme à Epinay ou Sarcelles et subissent l'exploitation capitaliste comme les autres habitants. Il faut montrer clairement l'absurdité de la thématique antisémite afin de l'éradiquer. La montée du communautarisme correspond à une dépolitisation de la société. Le fascisme s'est toujours bâti sur l'absence de conscience politique. Car la judéophobie participe de la lepénisation des esprits dans le sens que l'on définit la société par des composantes ethniques. Le gouvernement tente de s'inspirer du modèle américain, Sarkozy a suggéré l'instauration de quotas ethniques. Les replis communautaires ne font que servir les intérêts des possédants en application du vieil adage : diviser pour mieux régner.

L'extrême droite ultra-sioniste est elle aussi génératrice de judéophobie du fait qu' elle participe à l'amalgame des Juifs de France avec la politique de Sharon. Les ultras-sionistes veulent essentialiser les juifs en faisant croire que si l'on est né juif on défendra naturellement la politique israélienne. La collusion entre les ultras-sionistes et une frange de l'extrême droite a de quoi inquiéter comme l'a expliqué Pascal Boniface dans E*st-il permis de critiquer Israël* ? Alexandre Dell Valle auteur de *publications liées à la Nouvelle Droite païenne* est favorablement accueilli par les ultras-sionistes. Mais heureusement cela ne fait pas l'unanimité parmis les Juifs de France. Les ultras-sionistes dénient le droit à chaque juif de penser et de se penser comme il l'entend.

La haine raciale dont la judéophobie fait partie peut ëtre un prélude au fascisme. Il s'agit de combattre et de condamner fermement tout ce qui y contribue. Car la Shoah n'est pas un « détail », nous devons tout faire pour empêcher que cela se reproduise.

Yoann, [Nanterre]
et **Laurent,** [Sorbonne]

La Révolution Espagnole

L'épisode de l'histoire que l'on dénomme si couramment «la Guerre d'Espagne», ne peut être dissocié d'un épisode simultané mais qu'il n'est pas jugé utile de mentionner le plus souvent : la Révolution Espagnole. Il faut rappeler qu'au début du XXe siècle, l'Espagne était un pays très largement rural (60 % de paysans, dont un grand nombre sans terre) et archaïque dans l'organisation de sa société, mais un pays avec néanmoins une tradition de lutte sociale. C'est ainsi qu'en 1931, l'Espagne instaure la République, la deuxième de son histoire, et entreprend des réformes sur les conditions de vie et de travail de la population. La bourgeoisie prend le contrôle de cette jeune République, mais en février 1936, le mouvement du Front Populaire gagne les élections et met au pouvoir une coalition de bourgeois républicains, de socialistes et de communistes. Le 18 juillet 1936, le général Franco se déclare chef de l'Etat espagnol et entreprend d'envahir le pays depuis le Maroc.

Le conflit

La Guerre d'Espagne oppose pendant 32 mois (du 18 juillet 1936 au 1er avril 1939) le camp anti-fasciste (républicains et révolutionnaires) au camp nationaliste ou franquiste. Chaque camp compte environ 800 000 hommes en armes, mais les équipements varient en qualité et en quantité, sans compter les millions de syndiqués et ceux qui mènent les collectivisations à l'arrière du front. Le rapport de force au début de la guerre est donc plutôt en faveur des républicains sur le papier. En 1937, les divisions au sein du camp anti-fasciste profitent aux franquistes, qui, appuyés par les puissances fascistes européennes, font des avancées considérables. Madrid, Barcelone sont toujours défendues farouchement par les anti-fascistes (¡ No Pasarán !). Le camp anti-fasciste est coupé en deux en 1938 et les franquistes obtiennent un accès à la Méditerranée. Leurs offensives reprennent de plus belle début 1939, et les principales villes tombent l'une après l'autre, Valence, la dernière, tombant le 30 mars 1939.

Les camps en présence

Le camp anti-fasciste est composé de plusieurs organisations :

• la CNT-FAI : grande centrale anarcho-syndicaliste, elle compte environ 2 millions d'affiliés, principalement en Aragon, en Catalogne et dans le Levant. (La FAI est un parti politique anarchiste qui regroupe les militants de la CNT les plus avancés, et qui est destinée à assurer l'orientation politique de la CNT)

• le POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) : parti marxiste anti-stalinien, 30 000 militants, surtout en Catalogne.

La CNT-FAI (et le POUM, mais plus marginalement vu son importance réduite) sont les organisations qui mènent les collectivisations et la révolution.

• l'UGT : syndicat socialiste, dominé en 1936 par le Parti Communiste : 1,5 millions d'adhérents. Dans un certain nombre de collectivités, l'UGT est présente aux côtés des forces révolutionnaires, même anarchistes...

• le PC : inféodé à Moscou, le PC compte moins de 100 000 militants au début de la guerre, mais son influence va aller en grandissant.

• l'alliance du PC et du PS en Catalogne amène à la création du PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne), totalement stalinien.

• dans le camp républicain se trouvent également les Républicains de gauche et les Radicaux, partis bourgeois et aux forces militantes anecdotiques.

Quelques figures du camp anti-fasciste :

• CNT-FAI : Buenaventura Durruti, Juan Garcia Oliver, Federica Montseny

• POUM : Andreu Nin et Joaquim Maurin

• PC : Indalecio Prieto

• PS : Largo Caballero

• Républicains : Manuel Azaña

Camp nationaliste :

• Armée régulière : environ 800 000 hommes

• Phalanges : organisations fascistes comparables aux Ligues en France

• Eglise (dans une large majorité, mais pas en totalité) [1]

• Grands propriétaires terriens

Les leaders fascistes sont les généraux Franco et Mola.

Les réalisations de la Révolution

La Révolution Espagnole a la particularité d'être essentiellement anarchiste, cela étant dû à l'implantation des anarcho-syndicalistes et des communistes libertaires dans le pays depuis 1870.

Le processus révolutionnaire qui démarre dès mars 1936 (un mois après la victoire du Front Populaire aux élections) marque l'aboutissement de près de 60 ans de luttes



sociales, insurrections (cf. insurrection des Asturies en 1934), grèves...

Devant la menace de plus en plus pressante d'un coup d'Etat fasciste, les ouvriers organisés dans la CNT-FAI, le POUM et dans une moindre mesure ceux de l'UGT, réagissent en démarrant une vague d'expropriation des grand propriétaires terriens. Ils prennent possession des domaines agricoles, des usines, des moyens des transports, des services publics, et les collectivisent.

C'est un processus mené par la base (selon les principe du communisme libertaire et du fédéralisme), démocratique et auto-gestionnaire. Au plus fort de la Révolution, 40 % des terres d'Aragon et 80 % de l'économie de Catalogne (terres, usines, mais aussi moyens de transports, compagnies de téléphone, hôpitaux...) sont collectivisés et auto-gérés.

Dans certaines collectivités agraires, dont l'organe de gestion fédéral est le Conseil des Collectivités, on abolit même la monnaie, en mettant en place des systèmes jugés plus égalitaires[2].

Contrairement aux staliniens et aux réformistes, les révolutionnaires ne veulent pas attendre la fin de la guerre et la victoire contre les fascistes, pour changer la société. Ils font l'analyse que pour battre les fascistes soutenus par la bourgeoisie, la seule solution est de leur couper l'herbe sous le pied et de mener la Révolution au jour le jour en tournant l'économie vers les besoins sociaux et la collectivisation intégrale de l'économie. Les poumistes se rangent plutôt à cet avis.

Quand à la lutte sur le front , le modèle traditionnel d'armée avec sa hiérarchie est remplacé part des milices ouvrières commandées par des délégués élus et révocables, et ce jusqu'à la dissolution des milices par les staliniens en 1937 (voir *Land and Freedom*). L'organe de gestion des milices est le Comité Central des Milices .

La période est marquée par la personne de Buenaventura Durruti[3]. Leader historique de la CNT-FAI, partisan de la guerre révolutionnaire de légitime défense, de l'unité des travailleurs et de l'extension internationale de la Révolution, il est de tous les combats. Totalement opposé à la collaboration gouvernementale de la CNT-FAI, il choisit de rester sur le front avec ses hommes. D'une très grande popularité, il meurt au combat le 20 novembre 1936. Plus de 500 000 personnes assistent à son enterrement à Barcelone.

Comment expliquer l'échec final de la Révolution Espagnole ?

On peut distinguer les causes internes et les causes externes au camp "républicain" :

• le PC et le PS, qui ne voulaient pas d'une révolution qu'ils ne contrôleraient pas et qui mettrait en cause leur pouvoir, se sont opposés de manière frontale aux révolutionnaires de la CNT-FAI et du POUM. A partir de mai 1937, cette opposition s'accentue, et, suivant les ordres de Staline, les staliniens commencent à réprimer et désarmer les milices ouvrières, et des bataillons du PC sont envoyés dans les campagnes pour détruire les collectivités agraires. La CNT-FAI est expulsée du gouvernement et le POUM est interdit (son leader Andreu Nin



est torturé et assassiné)[4].

• les contradictions de la CNT-FAI ont également semé le trouble dans le camp révolutionnaire : forte de deux millions de syndiqués, menant la Révolution sur le terrain, comment comprendre le choix d'envoyer 4 ministres (Lopez, Peiro, Garcia Oliver et Montseny) dans un gouvernement de collaboration de classe contre-révolutionnaire ? Cette participation est un échec (seules des avancées timides au niveau des droits des femmes ont été obtenues). De plus, la base militante ne se reconnaît pas dans cette participation, et préfère suivre Durruti et ses partisans dans la collectivisation. En mai 1937, après les sanglantes journées de Barcelone, les anarchistes sont expulsés du gouvernement. La masse respire, mais n'a plus confiance dans ses dirigeants qui se sont «bureaucratisés» au contact du pouvoir. A noter que le POUM est entré dans le gouvernement Républicain dès février 1936 .

• il ne faut pas oublier tout de même que la Guerre d'Espagne, qui aura causé la mort d'un million de personnes, a été un terrain de répétition générale pour les puissances fascistes, pour la Guerre mondiale qui s'annonçait. Le peu d'aide apportée au camp républicain par la Russie, le Mexique et les Brigades Internationales, ne peut rivaliser face aux flottes et infanteries mussoliniennes envoyées d'Italie, ni face aux avions et aux chars nazis. On peut se demander si ce simple fait n'aurait pas suffi a écraser la Révolution, eût-elle été consensuelle dans le camp républicain en Espagne...

Quels enseignements tirer de cette période ?

Au-delà de son échec, la Révolution Espagnole aura marqué le mouvement ouvrier et peut servir d'exemple pour l'avenir. Certains acquis, comme les collectivisations, l'autogestion et la démocratie ouvrière méritent d'être salués. Il s'agit sans aucun doute d'une des périodes où l'idéal collectiviste et communiste a trouvé à se manifester pleinement et a prouvé sa parfaite viabilité.

Il convient toutefois de conserver un regard critique et de comprendre les raisons de cette défaite : difficulté de réaliser un front unique des travailleurs, bureaucratisation des organisations révolutionnaires, isolement de l'Espagne. L'URSS de Staline n'avait aucun intérêt à ce que cette Révolution s'accomplisse, et a prouvé par là qu'elle avait définitivement trahi tout idéal révolutionnaire.

La Révolution Espagnole prouve que l'émancipation des opprimés et des travailleurs ne peut passer que par leur unité, leur solidarité internationale, et leur volonté de défendre la Révolution.

Andreu et Buenaventura, [Paris]

Soutenir les listes LO-LCR !

Les campagnes européennes et régionales se placent dans un contexte de crise économique. Le nombre de licenciements augmentent tous les jours, le chômage aussi. Le gouvernement s'attaque à tous nos acquis : sécurité sociale, retraites, service publique d'éducation. Et face à cela, les luttes aussi se multiplient. L'années dernière, des milliers de salariés sont descendus dans la rue contre la décentralisation et le projet de contre-réforme des retraites, les intermittents sont toujours en mobilisation depuis juin et aujourd'hui, ce sont les étudiants et les chômeurs qui sont dans la rue, les jeunes précaires de pizza hut sont en grève sur la région parisienne contre leur condition de travail déplorable. Les élections 2004 vont permettre aux travailleurs de montrer leurs désaccord avec les politiques ultra libérales qui sont menées par les gouvernements successifs de droite comme de gauche depuis plus de 20 ans.

Comme en 1998 pour les dernière européenne, La Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière ont décidé de mener une campagne commune. Dans ce contexte ou tous nos droits sont remis en cause, les listes d'extrême gauche sont les seules à avoir un programme de défense des intérêt des travailleurs, des femmes, des jeunes. Les revendications qui seront portées par ces listes sont dans la continuité des mobilisations des salariés et des jeunes. Elles portent leurs revendications. Ce sont les seules à avancer des mesures d'urgence contre le chômage et les licenciements, pour de véritables emplois stables, de véritables retraites, contre la précarité. Les différentes campagnes électorales doivent nous permettre de continuer à construire le rapport de force contre le gouvernement CRS (Chirac – Rafarin - Sarkozy), contre le patronat.

Les énormes scores annoncés pour les listes LCR/LO commencent déjà à faire peur. L'offensive idéologique contre le communisme bat son plein. Et les plus acharnés sont sans doute les ex- partis de la gauche plurielle, notamment le Parti Socialiste. Dernièrement, ce sont les soit disant anciens trotskistes qui racontaient les dangers de telles listes, le manque de démocratie des partis d'extrême gauche. Mais la raison de ces attaques, c'est qu'il n'ont rien à proposer pour les salariés. La politique qu'ils ont menée pendant cinq ans (plus de privatisation que sous Balladur et Jupé réunis) leur a coûté cher. Et c'est contre nous qu'ils se retournent. Ils nous accusent d'avoir fait gagner le FN et de vouloir le faire gagner une seconde fois. Mais le terreau du FN, c'est bien le chômage et la précarité. C'est de ça dont il se sert pour justifier ces attaques racistes et réactionnaires. Le PS, flirtant avec le tout-sécuritaire et L'UMP n'ont fait qu'aider le FN à se renforcer. La seule arme que nous avons pour combattre le racisme et les idées réactionnaires du FN et du gouvernement, c'est la lutte contre les attaques que mènent le gouvernement et les patrons, c'est la lutte contre la dégradation de nos conditions de vie. Et les listes LO/LCR permettent d'avancer sur ces revendications. Soutenir les listes LCR/LO, c'est aussi combattre le FN et le MNR !

Francine, [Nanterre]

Roselyne Bachelot : ministre de la chasse ou de l'écologie?

Le 11 fevrier 2003, Roselyne Bachelot présente devant l'Assemblée Nationnale son projet politique sur la chasse.

Roselyne Bachelot réclame plus de fonctionnaires pour tirer 350 000 sangliers, 400 000 chevreuils, 32 000 cerfs chaque année, elle réclame aussi plus de moyens pour ces chasseurs « *garants du patrimoine* ». On est pas prêt de voir arriver plus de moyens pour les 250 000 oiseaux victimes du Prestige, l'argent pour la chasse, c'est de l'argent en moins pour combler les quelques dizaines de milliards d'euros nécessaires aux travaux pour remettre en état le littoral souillé par les 75 000 tonnes de pétrole du Prestige.

Roselyne Bachelot, en alter-mondialiste convaincue, affirme que « *la chasse participe pleinement a notre identité et aux spécificités de nos régions : a chaque fois que la chasse recule, le Coca-Cola avance* ! ». Madame la Ministre fait-elle exprès de ne pas comprendre ou surfe-t-elle sur une tendance à la mode, l'anti Coca-Cola?!

Faut-il rappeller que l'empire Coca-Cola s'est construit sur la base d'accords ultra-libéraux que la France, et bien particulièrement ce gouvernement actuel, exploite largement, notamment en implantant Total Fina et ses filiales partout dans le monde.

Pour justifier sa politique sur la chasse, Bachelot prend un exemple bien précis : Bambi ! Elle affirme que c'est à cause de Bambi et du Roi Lion que maintenant, nos enfants prêtent aux animaux des sentiments calqués sur ceux de l'homme et qu'ils refusent la chasse. Mais quelle société veut Roselyne Bachelot ? Une société où l'on apprendra à nos enfants à manier le fusil plutot que de rêver sur des fantastiques histoires d'animaux ?

Alors, Roselyne Bachelot, ministre de la chasse ou de l'écologie ?

A-t-on déjà entendu la ministre parler de la couche d'ozone ? Du risque des centrales nucléaires ? Des déchets radioactifs de la COGEMA ? Des milliards de tonnes de déchets de notre société de consommation ? De la déforestation de l'Amérique du sud ? Des bateaux poubelles chargés de déchets toxiques que l'on renvoie aux pays du Sud ? Du danger écologique, sanitaire et économique des OGM ? Du danger écologique de multinationales comme Esso ou Total-Fina-Elf ?... Sur tout ces thèmes, silence radio au gouvernement.

Là où Roselyne Bachelot passe, la nature trépasse !

Joseph, [Lyon]

Kulturr

Douce France ?

Oh le beau pays dans lequel je vis
Où 20% de baltringues votent pour Jean-Marie
Le fascisme comme une ombre au-dessus de nos têtes
Gagnons la résistance avant que ce soit notre fête
Et pendant que Sarkozy déballe sa frustration
Moi, je rameute le quartier et crie : Révolution !

Eh oui, je vis au pays des patrons
Corruption, usurpation, exploitation,
La voilà leur recette du pognon
Pendant qu'on fait semblant de s'en foutre et de dire qu'on n'y peut rien
D'autres ramassent la maille et se frottent les mains
Ne croyez-vous donc pas que cela a assez duré ?
Il est temps de reprendre ce qu'ils nous ont volé
On doit s'organiser pour tout faire basculer
Que le partage des richesses soit une réalité

Mon pays est celui des Droits de l'Homme blanc,
Celui des licenciements et de la justice par l'argent
Pendant que des truands sont à l'Elyséee
Et que des bourgeois vivent dans 1000 m"
Certains vivent à dix entre quatre murs délabrés
D'autres ont encore moins de « chance » et ils sont expulsés.
Ils retournent au pays, nos « anciennes » colonies
Qu'aujourd'hui la France toujours pille
Pour les peuples du monde, il ne reste que dalle
C'est ça la vérité de la Loi du Capital !

On croyait que l'esclavage était aboli
Mais nous sommes tous au pied de la grande bourgeoisie
Accepter leurs règles, c'est accepter nos vies
Je ne ferai pas ce plaisir à la World Company
Préparons tous ensemble le jour de la Grande Grève
Pour ne plus rêver nos vies, mais en fin vivre nos rêves…

Jean-Philippe, [Brest]

Les frères Ashkenazi

de Israël Joshua Singer, aux éditions Stock

Le cadre de ce roman est Lodz, ville industrielle de Pologne, au début du siècle. On y voit comment la nombreuse communauté juive de cette ville se trouve confrontée au même gigantesque changement que le reste du pays : l'industrialisation.

Avant tout, ce roman illustre de manière saisissante ce que signifie ce passage à la modernité : déclin des petites manufactures qui occupaient la plupart des travailleurs juifs, leur remplacement par des énormes usines dont la main d'œuvre est aussi polonaise chrétienne. Donc, déclin de la vie communautaire juive, des idées religieuses et de l'emprise des rabbins sur la population. Enfin, et surtout, essor du mouvement ouvrier et des luttes des travailleurs.

A travers l'histoire des deux jumeaux Ashkenazi, ce roman offre un tableau surprenant de la naissance du capitalisme moderne, avec son cortège de désastres sociaux, de découvertes techniques, de monopoles, de guerres impérialistes… On y voit se développer la concurrence entre bourgeoisies allemande, polonaise et juive, à coup de trahisons, fusions, mariages…

Mais on y assiste aussi à la naissance du mouvement ouvrier, dans une des couches les plus opprimées de la société polonaise de l'époque : le prolétariat juif.

On découvre ainsi les passerelles surprenantes qui se sont établies entre le monde juif et le monde ouvrier : trafic de livres de Marx dans les synagogues, meetings révolutionnaires en yiddish, fils de rabbins dirigeants des grèves massives, pendant que leurs pères se mettent d'accord avec les patrons pour que rien ne change, anticapitalisme se transformant parfois en antisémitisme, manifestations ouvrières se terminant en pogroms…

Ce qui rend toute cette histoire encore plus passionnante, c'est la période à laquelle elle se passe : du début du siècle à la veille de la 2ème guerre mondiale. On voit en effet passer à travers la vie de ces jumeaux des évènements aussi énormes que la Révolution de 1905, la 1ère guerre mondiale, la Révolution d'Octobre 1917,… On voit surtout comment ces évènements se traduisent dans la vie de la classe ouvrière juive polonaise : comment la grève générale touche même les milieux religieux, comment les barricades se montent dans le quartier juif,…

Ce livre nous présente donc une période riche en bouleversements sociaux et politiques, en nous montrant des personnage de chaque côté de la barrière de classe : on voit aussi bien la réaction des ouvriers que des patrons de Lodz face à l'arrivée de la Révolution ; et tout ça avec un regard marxiste révolutionnaire !

Une épopée révolutionnaire à dévorer pendant les vacances…

Hayim, [Nanterre]



n° 40

révolution

rouge

JCR

égalité

démocratie

déc 2003/

1€

Jeunesses communistes révolutionnaires





Campagne LO-LCR

contre la guerre et la misère





Unir les luttes pour changer le monde